Envoyé en préfecture le 29/01/2026
Reçu en préfecture le 29/01/2026
Publié le
ID : 029-212902779-20260128-202604-DE

COMMUNE DE SIZUN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du 28 janvier 2026

Délibération n° 2026-04

NOMBRE DE MEMBRES :

EN EXERCICE	PRESENTS	VOTANTS
18	13	17

Quorum atteint

DATE DE CONVOCATION : 21.01.2026
DATE D'AFFICHAGE : 29.01.2026

Le vingt-huit janvier deux mille vingt-six, à 19 H 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la Présidence de Mme Catherine LE ROUX, Maire. Etaient présents l'ensemble des membres en exercice, à l'exception de :

ABSENTS : Philippe BRAEM qui avait donné pouvoir à Daniel LE SAINT, Cédric LE BORGNE qui avait donné pouvoir à Amélie LE CALVEZ, Nolwen ROPARS qui avait donné pouvoir à Franck SOUBIGOU, Marion L'ERROL qui avait donné pouvoir à Philippe SANQUER, David MADEC excusé.

M. Jean-Pierre BRETON a été nommé secrétaire de séance.

OBJET : PV DE TRANSFERT EAU ASSAINISSEMENT A LA CCPL : INTEGRATION DES SUBVENTIONS

Par délibération n° 2025-24 en date du 17.04.2025 le conseil municipal a autorisé le Maire à signer le procès-verbal de transfert des résultats et de mise à disposition des biens établi par la Communauté de communes du Pays de Landivisiau dans le cadre de la prise des compétences eau et assainissement.

Considérant que les subventions antérieurement accordées par l'État, le Département, la Région ou toute autre collectivité publique, qui ont participé au financement des biens concernés doivent également être mises à disposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Dit que les subventions mentionnées en annexe seront également mises à disposition de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau.

- Autorise le Maire à compléter et à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens et financements associés pour les compétences transférées.

- Autorise le maire à signer tout acte en lien avec le procès-verbal de transfert concernant l'eau et l'assainissement.

POUR COPIE CONFORME,

Catherine LE ROUX,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes – 3, contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa transmission aux services de l'Etat et de sa publication.